

Statistiques trimestrielles de milieu ouvert

Au 30 septembre 2024

Secrétariat général
Service de la statistique, des études et de la recherche
Service statistique ministériel de la justice

Janvier 2025

Périmètre et définitions

Seules les personnes majeures sont comptabilisées dans les tableaux présentés dans cette publication. Le périmètre géographique est celui de la France entière, hors collectivités d'outre-mer.

Une personne est considérée comme **placée sous main de justice en milieu ouvert** lorsqu'elle est suivie pour une mesure, sans être placée sous écrou.

Les mesures comptabilisées sont celles suivies par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP). Le suivi de l'ensemble du milieu ouvert nécessiterait l'intégration des prises en charge des services de l'application des peines (SAP).

Les mesures de milieu ouvert prises en compte sont les suivantes :

- les **alternatives aux poursuites**, ici le travail non rémunéré (TNR) et le stage (alternative).
- les **mesures présentencielles**, contrôle judiciaire, assignation à résidence sous surveillance électronique (ARSE) et assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM).
- les **mesures post-sentencielles**. Elles comprennent le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)) ou en tant que régime de la libération sous contrainte (LSC sous libération conditionnelle), le travail d'intérêt général en tant que peine (TIG) ou en tant qu'obligation (Obligation de TIG), le sursis total assorti d'une obligation d'accomplir un travail d'intérêt général (Sursis-TIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (Suspension (raison médicale)), la contrainte pénale, l'ajournement avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction.
- les **mesures de sûreté suite à une condamnation**. Elles comprennent le suivi socio-judiciaire, la surveillance judiciaire et le placement sous surveillance électronique mobile (PSEM).

Les statistiques trimestrielles sont publiées dans ce document sur les 4 dernières années, au moins pour le même trimestre que le dernier publié de manière à éviter les effets saisonniers. Les séries longues, à partir du premier trimestre 2016, sont disponibles dans le tableau de synthèse.

Révision et qualité des indicateurs

Politique de révision

Les données provisoires (p) du trimestre T sont diffusées pour la première fois lors du 4e mois qui suit la fin du trimestre. Ainsi les données provisoires du 4e trimestre (T4) de l'année N sont diffusées en avril de l'année N+1. Les données correspondant aux trimestres précédents des années N et N-1 sont susceptibles d'être révisées à chaque publication et sont dites semi-définitives (sd). Les données de l'année N sont définitives lors de la diffusion d'avril de l'année N+2.

Outre des retards de saisie, les révisions peuvent aussi être dues à des évolutions dans les traitements effectués par le Service de la statistique, des études et de la recherche (SSER). Dans ce cas, ces évolutions sont « rétropolées », c'est-à-dire qu'elles sont appliquées rétroactivement sur l'ensemble des données disponibles, et de façon à éviter les ruptures de séries. La mention « définitifs révisés » (r) désigne les indicateurs, précédemment définitifs, ainsi recalculés.

Avertissements

Octobre 2021 :

Les mesures d'ajournement, ajournement aux fins d'investigation, ajournement avec injonction et ajournement avec mise à l'épreuve, ont été agrégées car les effectifs de ces mesures sont faibles, et elles ont été reportées dans la catégorie post-sentencelle car les personnes restent condamnées malgré l'ajournement de leurs mesures. L'assignation à résidence sous surveillance électronique et l'assignation à résidence sous surveillance électronique mobile ont également été fusionnées en raison des faibles effectifs de la seconde mesure.

Des évolutions dans le processus de production ont induit des révisions mineures sur les séries, y compris aux périodes considérées comme définitives.

Juillet 2021 :

Les données ont été « rétropolées » depuis 2016 en raison de modifications apportées au traitement statistique, notamment afin de mettre en avant les obligations de TIG décidées dans le cadre d'une autre peine (contrainte pénale, sursis probatoire et peine de détention à domicile sous surveillance électronique). Une mise à jour des données relatives aux nationalités des personnes a également été réalisée, en particulier suite à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Les personnes de nationalité britannique sont désormais comptabilisées dans le « reste de l'Europe » pour toutes les périodes.

Janvier 2021 :

Les données ont été « rétropolées » depuis 2016 en raison de changements apportés au processus de production des données « personnes » dans APPI.

Glossaire des mesures et abréviations

| Abréviation | Nom complet |
|---|--|
| Alternatives aux poursuites | |
| Stage (alternative) | Stage (alternative) |
| TNR | Travail non rémunéré |
| Mesures présentencielles | |
| ARSE | Assignation à résidence sous surveillance électronique |
| ARSEM | Assignation à résidence sous surveillance électronique mobile |
| Contrôle judiciaire | Contrôle judiciaire |
| Mesures post sentencielles | |
| Ajournement | Ajournement aux fins d'investigations, avec injonction, et avec mise à l'épreuve |
| Contrainte pénale | Contrainte pénale |
| DDSE | Détenção à domicile sous surveillance électronique (peine) |
| Interdiction de séjour | Interdiction de séjour |
| Libération conditionnelle (AP) | Libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine |
| LSC sous libération conditionnelle | Libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle |
| SME | Sursis avec mise à l'épreuve |
| Sursis probatoire | Sursis probatoire |
| Suspension (raison médicale) | Suspension de peine pour raison médicale |
| Stage | Peine et obligation de stage |
| Sursis-TIG | Sursis total assorti d'une obligation d'accomplir un travail d'intérêt général |
| TIG | Travail d'intérêt général |
| Obligation de TIG | Obligation d'accomplir un travail d'intérêt général |
| Mesures de sûreté suite à une condamnation | |
| PSEM | Placement sous surveillance électronique mobile |
| Surveillance judiciaire | Surveillance judiciaire |
| Suivi socio-judiciaire | Suivi socio-judiciaire |
| Autres abréviations | |
| CPIP | Conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation |
| JAP | Juge de l'application des peines |
| PPSMJ | Personne placée sous main de justice |
| SAP | Service de l'application des peines |
| SPIP | Service pénitentiaire d'insertion et de probation |

Sommaire

| Tableau | Intitulé |
|---|--|
| Population suivie | |
| Tableau 1 | Personnes suivies en milieu ouvert, par sexe |
| Tableau 2 | Personnes suivies en milieu ouvert, par tranche d'âge |
| Tableau 3 | Âge des personnes (en années) suivies en milieu ouvert, par sexe |
| Tableau 4 | Personnes suivies en milieu ouvert, par nationalité |
| Tableau 5 | Domiciliation des personnes suivies en milieu ouvert, par région administrative |
| Tableau 6 | Caractéristiques des personnes suivies en milieu ouvert selon la région administrative du domicile |
| Mesures suivies | |
| Tableau 7 | Mesures suivies en milieu ouvert, par catégorie |
| Tableau 8 | Alternatives aux poursuites et mesures présentielles suivies en milieu ouvert |
| Tableau 9 | Mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert |
| Tableau 10 | Mesures de sûreté suite à une condamnation suivies en milieu ouvert |
| Tableau 11 | Proportion de femmes selon les mesures |
| Tableau 12 | Proportion de personnes de nationalité étrangère selon les mesures |
| Tableau 13 | Âge médian (en années) des personnes suivies en milieu ouvert selon les mesures |
| Nouvelles personnes et nouvelles mesures suivies | |
| Tableau 14 | Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert, par sexe |
| Tableau 15 | Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert, par région administrative du domicile |
| Tableau 16 | Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert, par catégorie |
| Tableau 17 | Nouvelles alternatives aux poursuites et nouvelles mesures présentielles |
| Tableau 18 | Nouvelles mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert |
| Tableau 19 | Nouvelles mesures de sûreté suite à une condamnation suivies en milieu ouvert |
| Tableau 20 | Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert, par région administrative du domicile |

Population suivie

Au 30 septembre 2024

Tableau 1 : Personnes suivies en milieu ouvert, par sexe

| Sexe | 31/03/21 | 30/06/21 | 30/09/21 | 31/12/21 | 31/03/22 | 30/06/22 | 30/09/22 | 31/12/22 | 31/03/23 (sd) | 30/06/23 (sd) | 30/09/23 (sd) | 31/12/23 (sd) | 31/03/24 (sd) | 30/06/24 (sd) | 30/09/24 (p) |
|--------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| Femmes | 11 744 | 11 981 | 11 996 | 12 066 | 12 556 | 12 916 | 12 971 | 12 756 | 13 135 | 13 163 | 13 007 | 13 132 | 13 165 | 13 229 | 13 109 |
| Hommes | 151 655 | 154 373 | 156 793 | 158 395 | 162 592 | 165 924 | 166 130 | 164 487 | 166 736 | 167 041 | 165 894 | 163 951 | 164 785 | 165 047 | 163 705 |
| Total | 163 399 | 166 354 | 168 789 | 170 461 | 175 148 | 178 840 | 179 101 | 177 243 | 179 871 | 180 204 | 178 901 | 177 083 | 177 950 | 178 276 | 176 814 |

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Tableau 2 : Personnes suivies en milieu ouvert, par tranche d'âge

| | 30/09/21 | 30/09/22 | 30/09/23 (sd) | 30/09/24 (p) |
|----------------|-----------------|-----------------|----------------------|---------------------|
| 18 à 19 ans | 5 646 | 5 110 | 4 616 | 4 357 |
| 20 à 24 ans | 28 720 | 29 101 | 28 335 | 27 844 |
| 25 à 29 ans | 25 471 | 26 936 | 26 832 | 26 230 |
| 30 à 39 ans | 48 468 | 51 014 | 51 258 | 50 648 |
| 40 à 49 ans | 34 034 | 37 431 | 37 932 | 38 248 |
| 50 à 59 ans | 18 216 | 20 114 | 20 442 | 20 115 |
| 60 ans et plus | 8 208 | 9 167 | 9 461 | 9 340 |
| Non renseigné | 26 | 228 | 25 | 32 |
| Total | 168 789 | 179 101 | 178 901 | 176 814 |

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Tableau 3 : Âge des personnes (en années) suivies en milieu ouvert, par sexe

| | | 30/09/21 | 30/09/22 | 30/09/23 (sd) | 30/09/24 (p) |
|------------|----------|-------------|-------------|---------------|--------------|
| Âge médian | Femmes | 36,1 | 36,8 | 36,9 | 37,1 |
| | Hommes | 34,9 | 35,3 | 35,6 | 35,8 |
| | Ensemble | 35,0 | 35,4 | 35,7 | 35,9 |
| Âge moyen | Femmes | 37,6 | 38,0 | 38,1 | 38,0 |
| | Hommes | 36,7 | 37,1 | 37,3 | 37,4 |
| | Ensemble | 36,7 | 37,2 | 37,4 | 37,5 |

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précision : l'âge médian est l'âge qui sépare une population en deux groupes numériquement égaux, le premier contenant la moitié des plus jeunes, le second la moitié des plus âgés

Tableau 4 : Personnes suivies en milieu ouvert, par nationalité

| | 30/09/21 | 30/09/22 | 30/09/23 (sd) | 30/09/24 (p) |
|-------------------|-----------------|-----------------|----------------------|---------------------|
| Française | 153 611 | 162 025 | 161 514 | 160 025 |
| UE hors France | 2 283 | 2 575 | 2 616 | 2 542 |
| Reste de l'Europe | 775 | 909 | 957 | 909 |
| Afrique | 8 414 | 9 250 | 9 523 | 9 055 |
| Amérique | 655 | 726 | 694 | 684 |
| Asie et Océanie | 1 286 | 1 492 | 1 522 | 1 470 |
| Autres | 1 765 | 2 124 | 2 075 | 2 129 |
| Total | 168 789 | 179 101 | 178 901 | 176 814 |

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précision : la catégorie "Autres" regroupe les apatrides et les cas non renseignés.

Tableau 5 : Domiciliation des personnes suivies en milieu ouvert, par région administrative

| | 30/09/21 | 30/09/22 | 30/09/23 (sd) | 30/09/24 (p) |
|----------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Auvergne-Rhône-Alpes | 19 117 | 20 282 | 20 648 | 20 321 |
| Bourgogne-Franche-Comté | 8 290 | 8 811 | 9 062 | 8 699 |
| Bretagne | 7 606 | 7 790 | 7 577 | 7 513 |
| Centre-Val de Loire | 7 030 | 7 156 | 6 959 | 6 941 |
| Corse | 779 | 922 | 954 | 916 |
| Grand Est | 14 917 | 15 363 | 14 962 | 14 712 |
| Guadeloupe | 1 284 | 1 424 | 1 467 | 1 495 |
| Guyane | 881 | 708 | 727 | 851 |
| Hauts-de-France | 17 192 | 18 058 | 18 006 | 17 958 |
| Île-de-France | 25 604 | 27 599 | 27 968 | 28 129 |
| La Réunion | 2 429 | 2 888 | 2 841 | 2 920 |
| Martinique | 898 | 1 039 | 1 003 | 1 037 |
| Mayotte | 359 | 347 | 370 | 659 |
| Normandie | 8 917 | 9 423 | 9 091 | 9 259 |
| Nouvelle-Aquitaine | 15 461 | 16 505 | 16 193 | 15 531 |
| Occitanie | 16 160 | 17 677 | 17 841 | 17 357 |
| Pays de la Loire | 8 696 | 9 148 | 9 052 | 8 889 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 13 169 | 13 961 | 14 180 | 13 627 |
| France entière | 168 789 | 179 101 | 178 901 | 176 814 |

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Tableau 6 : Caractéristiques des personnes suivies en milieu ouvert selon la région administrative du domicile

| Au 30 septembre 2024 (p) | Nombre de PPSMJ | Âge médian en années | Proportion de femmes | Proportion d'étrangers |
|----------------------------|-----------------|----------------------|----------------------|------------------------|
| Auvergne-Rhône-Alpes | 20 321 | 35,7 | 7,5% | 9,8% |
| Bourgogne-Franche-Comté | 8 699 | 36,4 | 8,6% | 5,6% |
| Bretagne | 7 513 | 37,8 | 8,1% | 5,1% |
| Centre-Val de Loire | 6 941 | 35,8 | 6,7% | 9,0% |
| Corse | 916 | 39,6 | 9,3% | 8,7% |
| Grand Est | 14 712 | 36,6 | 8,4% | 7,3% |
| Guadeloupe | 1 495 | 36,5 | 6,4% | 4,7% |
| Guyane | 851 | 31,3 | 9,0% | 21,6% |
| Hauts-de-France | 17 958 | 36,1 | 7,0% | 4,8% |
| Île-de-France | 28 129 | 33,6 | 6,1% | 20,2% |
| La Réunion | 2 920 | 35,8 | 6,5% | 1,3% |
| Martinique | 1 037 | 36,4 | 6,4% | 2,8% |
| Mayotte | 659 | 29,6 | 2,6% | 24,0% |
| Normandie | 9 259 | 37,3 | 7,2% | 4,7% |
| Nouvelle-Aquitaine | 15 531 | 37,1 | 8,1% | 6,9% |
| Occitanie | 17 357 | 36,0 | 8,4% | 9,4% |
| Pays de la Loire | 8 889 | 36,1 | 6,9% | 7,1% |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 13 627 | 35,9 | 7,4% | 10,1% |
| France | 176 814 | 35,9 | 7,4% | 9,5% |

3

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Mesures suivies

Au 30 septembre 2024

Tableau 7 : Mesures suivies en milieu ouvert, par catégorie

| | 30/09/21 | 31/12/21 | 31/03/22 | 30/06/22 | 30/09/22 | 31/12/22 | 31/03/23 (sd) | 30/06/23 (sd) | 30/09/23 (sd) | 31/12/23 (sd) | 31/03/24 (sd) | 30/06/24 (sd) | 30/09/24 (p) |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Alternatives aux poursuites et mesures présentencielles | 10 420 | 10 256 | 10 857 | 11 279 | 11 454 | 11 464 | 12 467 | 12 994 | 12 800 | 12 783 | 13 113 | 13 369 | 13 062 |
| Mesures post-sentencielles | 174 370 | 176 905 | 182 249 | 185 878 | 185 616 | 183 258 | 185 149 | 184 707 | 183 087 | 180 702 | 181 133 | 181 002 | 179 316 |
| Mesures de sûreté suite à une condamnation | 7 852 | 7 942 | 7 939 | 7 991 | 7 968 | 7 919 | 8 012 | 8 077 | 8 223 | 8 265 | 8 272 | 8 342 | 8 412 |
| Total | 192 642 | 195 103 | 201 045 | 205 148 | 205 038 | 202 641 | 205 628 | 205 778 | 204 110 | 201 750 | 202 518 | 202 713 | 200 790 |

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précisions : les mesures de milieu ouvert prises en compte dans ce document sont les suivantes :

- les **alternatives aux poursuites** : le travail non rémunéré (TNR) et le stage (alternatives).
- les **mesures présentencielles** : l'assignation à résidence sous surveillance électronique (ARSE), l'assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM) et le contrôle judiciaire.
- les **mesures post-sentencielles** : le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle, en aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)) ou en tant que régime de la libération sous contrainte (LSC sous libération conditionnelle), les peines (TIG) et obligations (Obligation de TIG) de travail d'intérêt général, le sursis total assorti d'une obligation d'accomplir un travail d'intérêt général (Sursis-TIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (Suspension (raison médicale)), la contrainte pénale, l'ajournement avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction.
- les **mesures de sûreté suite à une condamnation** : le suivi socio-judiciaire, la surveillance judiciaire et le placement sous surveillance électronique mobile (PSEM).

Tableau 8 : Alternatives aux poursuites et mesures présentielles suivies en milieu ouvert

| | 30/09/21 | 30/09/22 | 30/09/23 (sd) | 30/09/24 (p) |
|----------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| ARSE/ARSEM | 471 | 558 | 636 | 658 |
| Contrôle judiciaire | 5 579 | 6 193 | 6 543 | 6 561 |
| Stage (alternative) | 2 480 | 3 027 | 3 824 | 4 047 |
| Travail non rémunéré | 1 890 | 1 676 | 1 797 | 1 796 |
| Total | 10 420 | 11 454 | 12 800 | 13 062 |

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précisions :

ARSE : assignation à résidence sous surveillance électronique ;

ARSEM : assignation à résidence sous surveillance électronique mobile.

Tableau 9 : Mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert

| | 30/09/21 | 30/09/22 | 30/09/23 (sd) | 30/09/24 (p) |
|------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Ajournement | 42 | 31 | 21 | 28 |
| Contrainte pénale | 415 | 102 | 35 | 14 |
| DDSE | 1 386 | 1 264 | 1 162 | 1 050 |
| Interdiction de séjour | 2 350 | 2 299 | 2 557 | 2 338 |
| Libération conditionnelle (AP) | 4 199 | 3 856 | 3 281 | 2 966 |
| LSC sous libération conditionnelle | 435 | 509 | 894 | 730 |
| SME | 49 173 | 14 631 | 5 402 | 2 571 |
| Sursis probatoire | 86 833 | 135 484 | 144 852 | 145 262 |
| Suspension (raison médicale) | 154 | 131 | 123 | 129 |
| Stage | 2 099 | 2 598 | 2 390 | 2 176 |
| Sursis-TIG | 2 282 | 451 | 199 | 99 |
| TIG | 20 917 | 19 459 | 17 957 | 18 058 |
| Obligation de TIG | 4 085 | 4 801 | 4 214 | 3 895 |
| Total | 174 370 | 185 616 | 183 087 | 179 316 |

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précisions :

Ajournement : ajournement avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction ;

DDSE : détention à domicile sous surveillance électronique (peine) ;

Libération conditionnelle (AP) : libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine ;

LSC sous libération conditionnelle : libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle ;

SME : sursis avec mise à l'épreuve ;

Suspension (raison médicale) : suspension de peine pour raison médicale ;

Stage : peine et obligation de stage ;

Sursis-TIG : sursis total assorti d'une obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ;

TIG : peine de travail d'intérêt général ;

Obligation de TIG : obligation d'accomplir un travail d'intérêt général.

Note : la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 a créé depuis le 24 mars 2020 le sursis probatoire remplaçant le sursis avec mise à l'épreuve, le sursis avec obligation d'accomplir un travail d'intérêt général et la contrainte pénale, lesquels sont supprimés ; la peine de détention à domicile sous surveillance électronique est également créée.

so : sans objet

Tableau 10 : Mesures de sûreté suite à une condamnation suivies en milieu ouvert

| | 30/09/21 | 30/09/22 | 30/09/23 (sd) | 30/09/24 (p) |
|-------------------------|-----------------|-----------------|----------------------|---------------------|
| PSEM | 31 | 32 | 34 | 36 |
| Surveillance judiciaire | 269 | 261 | 217 | 175 |
| Suivi socio-judiciaire | 7 552 | 7 675 | 7 972 | 8 201 |
| Total | 7 852 | 7 968 | 8 223 | 8 412 |

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précision : PSEM : Placement sous surveillance électronique mobile

Tableau 11 : Proportion de femmes selon les mesures

| | 30/09/21 | 30/09/22 | 30/09/23 (sd) | 30/09/24 (p) |
|------------------------------------|-------------|-------------|---------------|--------------|
| Ajournement | 14,3% | NC | NC | 21,4% |
| ARSE/ARSEM | 6,6% | 5,9% | 4,6% | 7,3% |
| Contrôle judiciaire | 8,6% | 8,5% | 8,2% | 8,6% |
| Stage (alternative) | 10,0% | 9,2% | 9,3% | 10,4% |
| TNR | 12,1% | 12,3% | 13,8% | 12,9% |
| Contrainte pénale | 5,8% | 5,9% | 0,0% | 0,0% |
| DDSE | 6,7% | 7,0% | 7,9% | 8,6% |
| Interdiction de séjour | 5,8% | 4,4% | 4,6% | 5,0% |
| Libération conditionnelle (AP) | 10,7% | 10,3% | 9,5% | 9,4% |
| LSC sous libération conditionnelle | 7,4% | 7,5% | 4,7% | 7,8% |
| SME | 6,0% | 4,4% | 3,1% | 1,7% |
| Sursis probatoire | 6,8% | 7,0% | 7,0% | 7,0% |
| Suspension (raison médicale) | 7,1% | 6,1% | 4,1% | 7,8% |
| Stage | 5,8% | 5,6% | 5,9% | 7,6% |
| Sursis-TIG | 6,2% | 1,8% | NC | NC |
| TIG | 9,5% | 9,9% | 9,8% | 10,3% |
| Obligation de TIG | 7,2% | 7,2% | 7,7% | 8,4% |
| PSEM | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Surveillance judiciaire | 2,6% | 2,3% | 3,2% | NC |
| Suivi socio-judiciaire | 2,5% | 2,8% | 2,5% | 2,6% |
| Ensemble | 6,9% | 7,1% | 7,1% | 7,3% |

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précisions :

Ajournement : ajournement avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction ;

ARSE : assignation à résidence sous surveillance électronique ;

ARSEM : assignation à résidence sous surveillance électronique mobile ;

TNR : travail non rémunéré ;

DDSE : détention à domicile sous surveillance électronique (peine) ;

Libération conditionnelle (AP) : libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine ;

LSC sous libération conditionnelle : libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle ;

SME : sursis avec mise à l'épreuve ;

Suspension (raison médicale) : suspension de peine pour raison médicale ;

Stage : peine et obligation de stage ;

Sursis-TIG : sursis total assorti d'une obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ;

TIG : peine de travail d'intérêt général ;

Obligation de TIG : obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ;

PSEM : placement sous surveillance électronique mobile.

Note : la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 a créé depuis le 24 mars 2020 le sursis probatoire remplaçant le sursis avec mise à l'épreuve, le sursis avec obligation d'accomplir un travail d'intérêt général et la contrainte pénale, lesquels sont supprimés ; la peine de détention à domicile sous surveillance électronique est également créée.

NC : non communiqué en raison du secret statistique (volume associé inférieur à 5)

so : sans objet

Tableau 12 : Proportion de personnes de nationalité étrangère selon les mesures

| | 30/09/21 | 30/09/22 | 30/09/23 (sd) | 30/09/24 (p) |
|------------------------------------|-------------|-------------|---------------|--------------|
| Ajournement | NC | 0,0% | NC | NC |
| ARSE/ARSEM | 16,1% | 17,7% | 17,5% | 16,9% |
| Contrôle judiciaire | 12,2% | 13,4% | 12,7% | 12,2% |
| Stage (alternative) | 7,6% | 9,4% | 10,3% | 10,9% |
| TNR | 7,1% | 6,4% | 7,2% | 8,3% |
| Contrainte pénale | 8,4% | 8,8% | NC | NC |
| DDSE | 6,3% | 5,9% | 5,9% | 7,2% |
| Interdiction de séjour | 21,4% | 22,3% | 21,4% | 21,2% |
| Libération conditionnelle (AP) | 10,1% | 12,2% | 10,7% | 10,4% |
| LSC sous libération conditionnelle | 11,3% | 15,1% | 15,5% | 12,7% |
| SME | 9,0% | 8,8% | 9,2% | 9,5% |
| Sursis probatoire | 8,6% | 9,2% | 9,3% | 9,1% |
| Suspension (raison médicale) | 8,4% | 9,2% | 10,6% | 9,3% |
| Stage | 11,1% | 13,3% | 14,6% | 13,9% |
| Sursis-TIG | 8,5% | 11,8% | 10,1% | 12,1% |
| TIG | 8,3% | 8,8% | 9,5% | 9,1% |
| Obligation de TIG | 5,9% | 6,2% | 6,2% | 5,6% |
| PSEM | 0,0% | NC | NC | NC |
| Surveillance judiciaire | 6,7% | 6,1% | 6,5% | 6,3% |
| Suivi socio-judiciaire | 5,2% | 5,6% | 5,7% | 6,1% |
| Ensemble | 8,8% | 9,3% | 9,5% | 9,3% |

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précisions :

Ajournement : ajournement avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction ;

ARSE : assignation à résidence sous surveillance électronique ;

ARSEM : assignation à résidence sous surveillance électronique mobile ;

TNR : travail non rémunéré ;

DDSE : détention à domicile sous surveillance électronique (peine) ;

Libération conditionnelle (AP) : libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine ;

LSC sous libération conditionnelle : libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle ;

SME : sursis avec mise à l'épreuve ;

Suspension (raison médicale) : suspension de peine pour raison médicale ;

Stage : peine et obligation de stage ;

Sursis-TIG : sursis total assorti d'une obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ;

TIG : peine de travail d'intérêt général ;

Obligation de TIG : obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ;

PSEM : placement sous surveillance électronique mobile.

Note : la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 a créé depuis le 24 mars 2020 le sursis probatoire remplaçant le sursis avec mise à l'épreuve, le sursis avec obligation d'accomplir un travail d'intérêt général et la contrainte pénale, lesquels sont supprimés ; la peine de détention à domicile sous surveillance électronique est également créée .

NC : non communiqué en raison du secret statistique (volume associé inférieur à 5)

so : sans objet

Tableau 13 : Âge médian (en années) des personnes suivies en milieu ouvert selon les mesures

| | 30/09/21 | 30/09/22 | 30/09/23 (sd) | 30/09/24 (p) |
|------------------------------------|-------------|-------------|---------------|--------------|
| Ajournement | 37,3 | 40,7 | 42,9 | 43,1 |
| ARSE/ARSEM | 29,7 | 30,3 | 30,3 | 31,0 |
| Contrôle judiciaire | 32,1 | 32,5 | 32,7 | 32,7 |
| Stage (alternative) | 32,3 | 33,3 | 34,4 | 34,8 |
| TNR | 25,6 | 25,6 | 25,7 | 26,3 |
| Contrainte pénale | 38,6 | 38,8 | 39,8 | 38,8 |
| DDSE | 33,1 | 32,7 | 32,6 | 33,8 |
| Interdiction de séjour | 30,4 | 31,1 | 31,0 | 30,9 |
| Libération conditionnelle (AP) | 36,6 | 36,6 | 37,1 | 37,5 |
| LSC sous libération conditionnelle | 32,5 | 31,2 | 30,3 | 32,4 |
| SME | 35,3 | 34,3 | 33,3 | 33,6 |
| Sursis probatoire | 35,3 | 35,9 | 36,0 | 36,1 |
| Suspension (raison médicale) | 58,6 | 55,9 | 58,5 | 57,9 |
| Stage | 33,7 | 34,5 | 35,1 | 34,9 |
| Sursis-TIG | 29,3 | 28,2 | 28,0 | 28,6 |
| TIG | 26,8 | 27,3 | 27,9 | 28,2 |
| Obligation de TIG | 27,8 | 27,5 | 26,8 | 26,6 |
| PSEM | 54,1 | 54,6 | 54,8 | 51,6 |
| Surveillance judiciaire | 52,0 | 51,3 | 53,1 | 55,1 |
| Suivi socio-judiciaire | 47,4 | 47,7 | 47,5 | 47,2 |
| Ensemble | 34,3 | 34,9 | 35,2 | 35,3 |

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précisions :

Ajournement : ajournement avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction ;

ARSE : assignation à résidence sous surveillance électronique ;

ARSEM : assignation à résidence sous surveillance électronique mobile ;

TNR : travail non rémunéré ;

DDSE : détention à domicile sous surveillance électronique (peine) ;

Libération conditionnelle (AP) : libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine ;

LSC sous libération conditionnelle : libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle ;

SME : sursis avec mise à l'épreuve ;

Suspension (raison médicale) : suspension de peine pour raison médicale ;

Stage : peine et obligation de stage ;

Sursis-TIG : sursis total assorti d'une obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ;

TIG : peine de travail d'intérêt général ;

Obligation de TIG : obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ;

PSEM : placement sous surveillance électronique mobile.

Note : la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 a créé depuis le 24 mars 2020 le sursis probatoire remplaçant le sursis avec mise à l'épreuve, le sursis avec obligation d'accomplir un travail d'intérêt général et la contrainte pénale, lesquels sont supprimés ; la peine de détention à domicile sous surveillance électronique est également créée.

so : sans objet

Nouvelles personnes et nouvelles mesures suivies

Au 30 septembre 2024

Tableau 14 : Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert, par sexe

| | 2021T3 | 2021T4 | 2022T1 | 2022T2 | 2022T3 | 2022T4 | 2023T1 (sd) | 2023T2 (sd) | 2023T3 (sd) | 2023T4 (sd) | 2024T1 (sd) | 2024T2 (sd) | 2024T3 (p) |
|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Femmes | 1 602 | 1 855 | 1 962 | 1 926 | 1 444 | 1 784 | 2 047 | 1 961 | 1 514 | 2 064 | 2 024 | 1 982 | 1 590 |
| Hommes | 19 047 | 21 941 | 22 375 | 21 710 | 17 025 | 20 632 | 22 581 | 21 644 | 16 846 | 20 674 | 22 300 | 20 860 | 17 392 |
| Total | 20 649 | 23 796 | 24 337 | 23 636 | 18 469 | 22 416 | 24 628 | 23 605 | 18 360 | 22 738 | 24 324 | 22 842 | 18 982 |

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précision : un nouvel entrant est une personne n'ayant pas été suivie en milieu ouvert au cours des 12 derniers mois.

Tableau 15 : Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert, par région administrative du domicile

| | 2021T3 | 2021T4 | 2022T1 | 2022T2 | 2022T3 | 2022T4 | 2023T1 (sd) | 2023T2 (sd) | 2023T3 (sd) | 2023T4 (sd) | 2024T1 (sd) | 2024T2 (sd) | 2024T3 (p) |
|----------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------|
| Auvergne-Rhône-Alpes | 2 141 | 2 618 | 2 566 | 2 580 | 1 901 | 2 561 | 2 859 | 2 604 | 1 954 | 2 612 | 2 619 | 2 449 | 1 900 |
| Bourgogne-Franche-Comté | 917 | 1 133 | 1 171 | 1 167 | 880 | 1 237 | 1 357 | 1 182 | 934 | 1 154 | 1 121 | 1 084 | 940 |
| Bretagne | 788 | 968 | 965 | 895 | 723 | 882 | 1 103 | 958 | 633 | 885 | 954 | 985 | 780 |
| Centre-Val de Loire | 901 | 979 | 918 | 877 | 731 | 938 | 914 | 923 | 703 | 893 | 910 | 837 | 732 |
| Corse | 94 | 134 | 123 | 126 | 134 | 135 | 119 | 117 | 85 | 116 | 157 | 141 | 122 |
| Grand Est | 1 846 | 2 135 | 1 931 | 1 897 | 1 499 | 1 861 | 2 101 | 1 985 | 1 491 | 1 927 | 1 934 | 1 814 | 1 601 |
| Guadeloupe | 178 | 156 | 219 | 182 | 185 | 172 | 181 | 231 | 147 | 153 | 218 | 227 | 198 |
| Guyane | 99 | 154 | 115 | 121 | 117 | 143 | 156 | 144 | 110 | 130 | 131 | 143 | 138 |
| Hauts-de-France | 2 104 | 2 465 | 2 483 | 2 326 | 1 911 | 2 227 | 2 605 | 2 270 | 1 864 | 2 233 | 2 502 | 2 445 | 1 874 |
| Île-de-France | 3 510 | 3 772 | 3 795 | 3 741 | 3 109 | 3 454 | 3 729 | 3 733 | 3 088 | 3 586 | 3 770 | 3 631 | 3 543 |
| La Réunion | 301 | 373 | 343 | 454 | 421 | 390 | 339 | 453 | 327 | 336 | 460 | 441 | 347 |
| Martinique | 121 | 151 | 169 | 135 | 118 | 106 | 150 | 161 | 135 | 118 | 163 | 147 | 136 |
| Mayotte | 89 | 43 | 91 | 68 | 39 | 102 | 47 | 93 | 48 | 147 | 156 | 159 | 144 |
| Normandie | 1 079 | 1 114 | 1 290 | 1 215 | 955 | 1 023 | 1 209 | 1 167 | 908 | 1 301 | 1 325 | 1 229 | 937 |
| Nouvelle-Aquitaine | 1 815 | 2 321 | 2 298 | 2 245 | 1 611 | 2 074 | 2 241 | 2 010 | 1 655 | 1 909 | 2 303 | 1 895 | 1 466 |
| Occitanie | 2 018 | 2 253 | 2 443 | 2 420 | 1 810 | 2 280 | 2 329 | 2 332 | 1 649 | 2 111 | 2 295 | 2 180 | 1 845 |
| Pays de la Loire | 1 053 | 1 171 | 1 213 | 1 202 | 878 | 946 | 1 151 | 1 115 | 993 | 1 130 | 1 200 | 1 173 | 899 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 1 595 | 1 856 | 2 204 | 1 985 | 1 447 | 1 885 | 2 038 | 2 127 | 1 636 | 1 997 | 2 106 | 1 862 | 1 380 |
| France | 20 649 | 23 796 | 24 337 | 23 636 | 18 469 | 22 416 | 24 628 | 23 605 | 18 360 | 22 738 | 24 324 | 22 842 | 18 982 |

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précision : un nouvel entrant est une personne n'ayant pas été suivie en milieu ouvert au cours des 12 derniers mois.

Tableau 16 : Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert, par catégorie

| | 2021T3 | 2021T4 | 2022T1 | 2022T2 | 2022T3 | 2022T4 | 2023T1 (sd) | 2023T2 (sd) | 2023T3 (sd) | 2023T4 (sd) | 2024T1 (sd) | 2024T2 (sd) | 2024T3 (p) |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Alternatives aux poursuites et mesures présentencielles | 2 328 | 2 745 | 3 017 | 3 192 | 2 507 | 3 038 | 3 509 | 3 503 | 2 490 | 3 411 | 3 447 | 3 307 | 2 583 |
| Mesures post-sentencielles | 27 971 | 31 601 | 32 342 | 31 173 | 24 301 | 29 083 | 32 317 | 30 671 | 24 474 | 29 554 | 31 838 | 29 788 | 25 116 |
| Mesures de sûreté suite à une condamnation (hors PSEM) | 446 | 504 | 468 | 519 | 459 | 444 | 522 | 512 | 614 | 504 | 584 | 560 | 528 |
| Total | 30 745 | 34 850 | 35 827 | 34 884 | 27 267 | 32 565 | 36 348 | 34 686 | 27 578 | 33 469 | 35 869 | 33 655 | 28 227 |

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précisions : les mesures de milieu ouvert prises en compte dans ce document sont les suivantes :

- les **alternatives aux poursuites** : le travail non rémunéré (TNR) et le stage (alternatives).
- les **mesures présentencielles** : l'assignation à résidence sous surveillance électronique (ARSE), l'assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM) et le contrôle judiciaire.
- les **mesures post-sentencielles** : le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle; en aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)) ou en tant que régime de la libération sous contrainte (LSC sous libération conditionnelle), les peines (TIG) et obligations (Obligation de TIG) de travail d'intérêt général, le sursis total assorti d'une obligation d'accomplir un travail d'intérêt général (Sursis-TIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (Suspension (raison médicale)), la contrainte pénale, l'ajournement avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction.
- les **mesures de sûreté suite à une condamnation** : le suivi socio-judiciaire, la surveillance judiciaire et le placement sous surveillance électronique mobile (PSEM).

Les mesures de PSEM ne sont pas renseignées ici du fait de trop faibles effectifs et sont retirées du total.

Tableau 17 : Nouvelles alternatives aux poursuites et nouvelles mesures présentencielles

| | 2021T3 | 2021T4 | 2022T1 | 2022T2 | 2022T3 | 2022T4 | 2023T1 (sd) | 2023T2 (sd) | 2023T3 (sd) | 2023T4 (sd) | 2024T1 (sd) | 2024T2 (sd) | 2024T3 (p) |
|---------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| ARSE/ARSEM | 161 | 191 | 216 | 213 | 180 | 195 | 217 | 266 | 210 | 241 | 203 | 244 | 197 |
| Contrôle judiciaire | 1 048 | 1 092 | 1 184 | 1 266 | 1 152 | 1 110 | 1 263 | 1 252 | 1 030 | 1 206 | 1 150 | 1 174 | 1 115 |
| Stage (alternative) | 591 | 759 | 875 | 898 | 639 | 944 | 1 116 | 1 055 | 689 | 1 156 | 1 233 | 1 025 | 678 |
| TNR | 528 | 703 | 742 | 815 | 536 | 789 | 913 | 930 | 561 | 808 | 861 | 864 | 593 |
| Total | 2 328 | 2 745 | 3 017 | 3 192 | 2 507 | 3 038 | 3 509 | 3 503 | 2 490 | 3 411 | 3 447 | 3 307 | 2 583 |

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précisions :

ARSE : assignation à résidence sous surveillance électronique ;

ARSEM : assignation à résidence sous surveillance électronique mobile ;

TNR : travail non rémunéré.

Tableau 18 : Nouvelles mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert

| | 2021T3 | 2021T4 | 2022T1 | 2022T2 | 2022T3 | 2022T4 | 2023T1 (sd) | 2023T2 (sd) | 2023T3 (sd) | 2023T4 (sd) | 2024T1 (sd) | 2024T2 (sd) | 2024T3 (p) |
|------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Ajournement | NC | 17 | NC | 10 | NC | 13 | NC | 12 | 9 | NC | NC | 9 | NC |
| Contrainte pénale | <5 | 0 | <5 | 0 | <5 | 0 | <5 | <5 | <5 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| DDSE | 739 | 756 | 849 | 805 | 601 | 734 | 778 | 677 | 556 | 612 | 619 | 600 | 498 |
| Interdiction de séjour | 254 | 283 | 268 | 297 | 244 | 340 | 331 | 362 | 315 | 296 | 315 | 285 | 287 |
| Libération conditionnelle (AP) | 1 318 | 1 409 | 1 213 | 1 282 | 1 172 | 1 173 | 1 177 | 1 156 | 1 014 | 1 029 | 1 023 | 998 | 890 |
| LSC sous libération conditionnelle | 379 | 368 | 403 | 456 | 406 | 390 | 1 248 | 926 | 973 | 966 | 924 | 925 | 928 |
| SME | 882 | 647 | 471 | 334 | 220 | 204 | 209 | 135 | 144 | 111 | 68 | 32 | 46 |
| Sursis probatoire | 18 757 | 21 728 | 22 826 | 21 973 | 17 408 | 20 804 | 22 829 | 21 880 | 17 115 | 20 911 | 22 777 | 21 004 | 17 804 |
| Suspension (raison médicale) | 33 | 27 | 19 | 27 | 17 | 19 | 26 | 22 | 14 | 26 | 24 | 21 | 21 |
| Stage | 424 | 581 | 517 | 539 | 377 | 457 | 547 | 516 | 326 | 477 | 505 | 483 | 351 |
| Sursis-TIG | 40 | 13 | 14 | 10 | 14 | 5 | 9 | <5 | <5 | <5 | <5 | 5 | <5 |
| TIG (Peine et obligation) | 5 126 | 5 772 | 5 745 | 5 440 | 3 832 | 4 944 | 5 154 | 4 982 | 4 004 | 5 112 | 5 566 | 5 426 | 4 278 |
| Total | 27 971 | 31 601 | 32 342 | 31 173 | 24 301 | 29 083 | 32 317 | 30 671 | 24 474 | 29 554 | 31 838 | 29 788 | 25 116 |

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précisions :

Ajournement : ajournement avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction ;

DDSE : détention à domicile sous surveillance électronique (peine) ;

Libération conditionnelle (AP) : libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine ;

LSC sous libération conditionnelle : libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle ;

SME : sursis avec mise à l'épreuve ; Suspension (raison médicale) : suspension de peine pour raison médicale ;

Stage : obligation et peine de stage ;

Sursis-TIG : sursis total assorti d'une obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ;

TIG : peine de travail d'intérêt général ;

Obligation de TIG : obligation d'accomplir un travail d'intérêt général.

Note : la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 a créé depuis le 24 mars 2020 le sursis probatoire remplaçant le sursis avec mise à l'épreuve, le sursis avec obligation d'accomplir un travail d'intérêt général et la contrainte pénale, lesquels sont supprimés ; la peine de détention à domicile sous surveillance électronique est également créée

<5 : volume associé inférieur à 5

NC : non communiqué en raison du secret statistique

so : sans objet

Tableau 19 : Nouvelles mesures de sûreté suite à une condamnation suivies en milieu ouvert

| | 2021T3 | 2021T4 | 2022T1 | 2022T2 | 2022T3 | 2022T4 | 2023T1 (sd) | 2023T2 (sd) | 2023T3 (sd) | 2023T4 (sd) | 2024T1 (sd) | 2024T2 (sd) | 2024T3 (p) |
|-------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------|
| Surveillance judiciaire | 20 | 29 | 23 | 30 | 24 | 20 | 16 | 17 | 16 | 22 | 9 | 23 | 16 |
| Suivi socio-judiciaire | 426 | 475 | 445 | 489 | 435 | 424 | 506 | 495 | 598 | 482 | 575 | 537 | 512 |
| Total (hors mesures de PSEM) | 446 | 504 | 468 | 519 | 459 | 444 | 522 | 512 | 614 | 504 | 584 | 560 | 528 |

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précision : les mesures de PSEM ne sont pas renseignées en raison du secret statistique et ne sont pas non plus incluses dans le total.

Tableau 20 : Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert, par région administrative du domicile

| 2024 T3 (p) | Sursis probatoire | TIG | Libération conditionnelle (AP) | Autres | Total |
|----------------------------|-------------------|--------------|--------------------------------|--------------|---------------|
| Auvergne-Rhône-Alpes | 1 901 | 295 | 96 | 583 | 2 875 |
| Bourgogne-Franche-Comté | 848 | 172 | 26 | 458 | 1 504 |
| Bretagne | 748 | 109 | 35 | 242 | 1 134 |
| Centre-Val de Loire | 675 | 164 | 27 | 254 | 1 120 |
| Corse | 133 | 17 | NC | NC | 189 |
| Grand Est | 1 426 | 335 | 46 | 505 | 2 312 |
| Guadeloupe | 172 | 57 | 16 | 34 | 279 |
| Guyane | 118 | 19 | 9 | 65 | 211 |
| Hauts-de-France | 1 887 | 366 | 46 | 514 | 2 813 |
| Île-de-France | 3 293 | 685 | 210 | 933 | 5 121 |
| La Réunion | 330 | 73 | <5 | NC | 460 |
| Martinique | 117 | 14 | 9 | 32 | 172 |
| Mayotte | 98 | 29 | 7 | 61 | 195 |
| Normandie | 933 | 212 | 20 | 312 | 1 477 |
| Nouvelle-Aquitaine | 1 318 | 360 | 64 | 503 | 2 245 |
| Occitanie | 1 661 | 408 | 115 | 656 | 2 840 |
| Pays de la Loire | 971 | 122 | 27 | 253 | 1 373 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 1 175 | 210 | 124 | 398 | 1 907 |
| France | 17 804 | 3 647 | 877 | 5 803 | 28 227 |

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précisions : la catégorie "Autres" regroupe les mesures d'alternatives aux poursuites, les mesures présentielles, les mesures de sûreté suite à une condamnation et les autres mesures post-sentencielles : ajournement, contrainte pénale, DDSE, interdiction de séjour, LSC sous libération conditionnelle, SME, suspension (raison médicale), stage, sursis-TIG, obligation de TIG.

Libération conditionnelle (AP) : libération conditionnelle (aménagement de peine) ; TIG : peine de travail d'intérêt général.

<5 : volume associé inférieur à 5

NC : non communiqué en raison du secret statistique

Sources

Depuis juillet 2019, les statistiques trimestrielles de milieu ouvert (STMO) sont produites par le Service de la statistique, des études et de la recherche (SSER), service statistique ministériel de la Justice. Elles ont été rétropolées à partir de 2016 pour disposer d'une série de données cohérentes dans le temps. Elles étaient produites jusqu'en avril 2019 par le bureau des statistiques et des études (Me5) de la Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP).

Les STMO résultent de l'exploitation du fichier statistique APPI, construit à partir des données de l'applicatif de gestion du même nom. APPI est une application de gestion du suivi de l'exécution et de l'application des peines, qu'elles aient lieu en milieu ouvert ou fermé. Elle n'a pas été développée à des fins statistiques. Les données y sont saisies parfois avec retard, ou peuvent être manquantes. Certaines fins de prise en charge des personnes ne sont pas saisies parce que cela n'a pas d'impact opérationnel.

Au vu des données d'APPI, une même personne peut être suivie au même moment pour des mesures et des procédures en réalité incompatibles, comme une mesure de détention en même temps qu'une mesure d'aménagement de peine ou de milieu ouvert.

Pour éviter de comptabiliser plusieurs fois une même personne, un ensemble de règles de gestion des données a été mis en place à partir de janvier 2016 par le bureau de la donnée de la DAP. Ces traitements, repris pour la plupart, sont déterminés par la compréhension du suivi de l'exécution des peines dans les services. Les règles de gestion sont précisées ci-dessous.

Les différentes modalités d'exécution d'une peine sous écrou, c'est-à-dire en milieu fermé, sont la détention, les mesures de placement et de détention sous surveillance électronique (PSE et DDSE), de semi-liberté (SL), ou de placement à l'extérieur (PE). Elles sont aussi renseignées dans APPI. Afin d'éviter le double compte des personnes, elles ne sont pas comptabilisées dans les présentes statistiques trimestrielles de milieu ouvert puisqu'elles sont déjà recensées dans les statistiques de milieu fermé produites par le SSER.

Règles de gestion

Les règles de gestion reposent sur le critère suivant : lorsqu'une mesure est créée dans APPI, elle prend le pas sur celles qui existaient jusqu'alors. Selon que la nouvelle mesure est compatible avec la ou les mesures passées toujours en vigueur, la comptabilisation des mesures antérieures continue, s'arrête, ou bien est suspendue le temps de l'exécution de la nouvelle.

Règles de clôture des mesures de milieu ouvert

Une personne ne peut pas être en train d'exécuter deux mesures de libération conditionnelle différentes au même moment. Si une nouvelle prise en charge pour une mesure de libération conditionnelle apparaît, la comptabilisation de l'ancienne mesure est arrêtée, au profit de la nouvelle.

De même, une personne en libération conditionnelle ou en suivi socio-judiciaire ne peut pas être soumise à une surveillance judiciaire. L'apparition d'une nouvelle mesure de surveillance judiciaire met donc un terme à la comptabilisation d'anciennes mesures de libération conditionnelle ou de suivi socio-judiciaire, et réciproquement.

Inversement, une personne peut être suivie pour deux mesures de SME différentes, ou être suivie dans le cadre d'un SME et d'une libération conditionnelle, ainsi l'apparition de l'une n'arrête pas la comptabilisation de l'autre.

Règles de compatibilité entre mesures de milieu ouvert et mesures de milieu fermé

Les mesures de milieu fermé, dites aussi mesures d'écrou, sont hors du champ des statistiques trimestrielles de milieu ouvert, mais elles sont présentes dans APPI. Il est tenu compte de leur existence dans le cadre des STMO afin de suspendre l'exécution de mesures de milieu ouvert.

Les sursis avec mise à l'épreuve (SME), sursis probatoire, sursis assorti d'un TIG (STIG), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), la libération conditionnelle (LC), la contrainte pénale, les TIG et travaux non rémunérés, l'interdiction de séjour, les stages ainsi que les mesures de sûreté, sont suspendus par les nouvelles prises en charge de détention. Les SME, STIG, sursis probatoires et LC sont aussi suspendus par des mesures d'aménagement de peine sous écrou. La comptabilisation des mesures de milieu ouvert suspendues reprendra à la fin de la mesure d'écrou.

Le TIG, les stages de citoyenneté, le travail non rémunéré, le contrôle judiciaire, l'interdiction de séjour, les assignations à résidence sous surveillance électronique mobile ou non, le suivi socio-judiciaire et les mesures d'ajournement peuvent être pris en charge en même temps qu'une mesure d'aménagement de peine sous écrou, dans le cadre d'une autre affaire. Néanmoins, les personnes exécutant ces mesures sont ainsi déjà comptabilisées dans les statistiques mensuelles de milieu fermé produites par la SSER, elles ne sont pas prises en compte dans les statistiques trimestrielles de milieu ouvert, ni en termes de personnes, ni en termes de mesures.

Durée maximale

On définit une durée maximale pour chaque type de mesure et on considère comme terminée une mesure dont la durée constatée est supérieure à cette durée maximale. Cela permet d'éviter que des personnes ne soient considérées comme suivies en milieu ouvert de façon permanente alors que la fin de la mesure dont elles font l'objet n'a simplement pas été renseignée dans APPI.